



Jean-Marc Pujol ferme les écoles de Perpignan aux ELCO : une décision antirépublicaine et scandaleuse !

Qu'est-ce que les ELCO ?

Les Enseignements de Langue et Culture d'Origine, programme piloté par l'Éducation nationale depuis 1977 dans le cadre d'une directive européenne et en partenariat avec neuf pays, européens (Espagne, Italie, Portugal, Serbie et Croatie) et extra-européens (Algérie, Maroc, Tunisie et Turquie). Ils permettent aux élèves qui le souhaitent de suivre un enseignement de langue étrangère à raison d'1h30 par semaine à l'école élémentaire.

En 2016 Jean-Marc Pujol exprime publiquement sur son blog son opposition aux ELCO.

Le motif de son opposition est clairement politique : « à [ses] yeux, ce dispositif conduit au communautarisme ». C'est son opinion et il est libre de l'exprimer. Nous sommes en République. Mais dans le même billet, on apprend qu'il a notifié par écrit au Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale son intention de s'opposer à toute « réquisition » des locaux des écoles de la ville dont il est le propriétaire. Ce n'est plus une opinion, c'est une décision visant à empêcher la mise en pratique d'une politique publique. Il décide donc de se soustraire à ses obligations d'élu d'une collectivité territoriale vis-à-vis de l'Éducation nationale. Il s'oppose à l'État, donc à la République. Mais dans les faits, les cours de langue se poursuivent toute l'année.

En 2017, des chaînes et des cadenas aux grilles des écoles !

Une nouvelle année scolaire commence, un nouveau courrier est adressé au DASEN. Mais cette fois, le Maire passe à l'acte : une note de service est adressée aux agents des écoles pour que les locaux soient fermés aux ELCO.

Mercredi 22 novembre, les élèves et les parents de l'école Victor Duruy ainsi que leur professeur d'arabe auront la surprise de trouver la grille de l'école enchaînée et cadenassée ! On peut imaginer leur surprise, leur incompréhension et leur sentiment légitime d'exclusion face à ce symbole d'une rare violence.

C'est pourquoi nous, organisations syndicales de l'Éducation nationale, nous nous indignons et exigeons de la Mairie de Perpignan qu'elle respecte ses obligations envers l'Éducation nationale, l'État et la République !

Nous soutenons nos collègues, enseignant·e·s d'ELCO et directeur·rice·s, qui au quotidien font fonctionner nos écoles. Eux-elles qui assurent l'éducation et l'intégration de milliers d'enfants issus de l'immigration, eux-elles qui tissent années après années des relations de confiance avec les familles des quartiers ghettoïsés de la ville, sont mis-es en difficultés et fragilisé-e-s par une décision politique inique et injustifiée qui n'est pas la leur !

Nous voulons également assurer à nos élèves et à leurs familles qu'ils peuvent toujours voir dans ces ELCO le beau symbole d'une République ouverte et respectueuse du pluralisme de notre société, auquel M. Pujol oppose le triste symbole d'une école fermée et cadenassée, bien loin des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité qu'elle a pour mission de véhiculer et de défendre contre toutes les formes de repli sur soi. C'est précisément dans le cadre de l'École républicaine que le respect de la laïcité dans ces enseignements pourra être contrôlé et garanti.

**Les organisations syndicales
CGT éduc'action 66, SE-UNSA 66,
SNUipp-FSU 66 et SUD éducation 66-11**